# MAI 68 : L'AUTOGESTION EST DANS LA RUE !

**Extrait de**

LE GAL Jean, *Le maître qui apprenait aux enfants à grandir : Un parcours en pédagogie Freinet vers l'autogestion*, Editions libertaires et éditions ICEM, 2013, (. 1e éd 2007).

Première grande manifestation nantaise le 13 mai. Le cortège suit son itinéraire habituel. Près de la Préfecture, le service d'ordre canalise les manifestants pour éviter tout incident. Mais, après la dislocation, des étudiants et des ouvriers reviennent et s'attaquent aux grilles. C'est parti ! Grenades lacrymogènes, pavés… et première barricade.

Comme les étudiants, des lycéens se sont mis en grève. Ils ont constitué des comités d'action et revendiquent la liberté d'expression, la liberté de la presse et un délégué au conseil de discipline. La presse locale est stupéfaite : « *Que dans les « terminales » les élèves se sentent solidaires du mouvement universitaire se conçoit aisément, mais que l'on arrive à voir des gamins en culotte courte réclamer un dialogue d'égal à égal avec les professeurs… c'est plutôt stupéfiant !... Quand verra-t-on des piquets de grève tenus par des bambins ? De nombreuses personnes s'interrogent anxieusement car elles ne voient pas où s'arrêtera ce « rajeunissement » des cadres, qui blesse le bon sens*. »

Les travailleurs de Sud-Aviation occupent leur usine. Les enseignants des Facultés se constituent en Comité de grève. Il est urgent que les militants Freinet prennent position publiquement. Après consultation de deux camarades de Rezé, j'élabore et je diffuse « un appel aux éducateurs » à la Journée départementale des coopérateurs. Avec les militants Freinet présents, nous décidons alors de le tirer à 2000 exemplaires afin de toucher tout le département : enseignants, étudiants, ouvriers, presse locale… Le 16 mai, Dany Cohn-Bendit tient un meeting à Saint-Nazaire. Nous y intervenons, avec Pierre Yvin, pour donner notre position sur la grève et sur l'école. Des normaliens me demandent de venir à l'Ecole normale, leur présenter l'autogestion à l'école. Nos expériences marginales et utopistes d'hier vont-elles devenir la réalité d'une école révolutionnaire ?

Nous voilà pleinement dans l'action. « Nous nous sentons particulièrement concernés et résolument engagés dans un combat dont dépend l'avenir des enfants du peuple dont nous avons la charge. »[1] Chacun le mènera, là où il se trouve. Pour moi, ce sera Rezé et Nantes.

---

[1] Elise Freinet, Destin de l'Ecole du peuple, numéro spécial, MAI 1968 Premier bilan d'une action à la base, *l'Educateur*, n° 9-10, juin-juillet 1968. Disponible sur https://www.icem-pedagogie-freinet.org/node/16621
Ce numéro publie notre Appel aux éducateurs.

***APPEL AUX EDUCATEURS***

*L'Institut Départemental de l'Ecole Moderne ( Pédagogie Freinet) dont les militants ont, depuis de nombreuses années, préconisé et mis en pratique dans leurs classes coopératives LA LIBERTE D'EXPRESSION et LA PRISE EN MAIN PAR LES ELEVES EUX-MEMES de leurs institutions et de leurs activités :*

*- se félicite du puissant mouvement de contestation lancé par les étudiants et les lycéens pour obtenir l'autogestion de leur formation ;*

*- souhaite que tous les enseignants, de la maternelle à la faculté, participent activement à cette remise en cause du système éducatif autoritaire.*

*L'ECOLE LAÏQUE est une ECOLE LIBERATRICE au service du peuple, et tout éducateur se doit d'être fermement attaché à la démocratie et à la libération économique de l'homme, à la Justice et à la Paix, tant dans son action éducative de chaque jour que dans ses activités militantes.*

*La liberté d'expression et la démocratie sont immédiatement possibles dans toutes les écoles, avec les écoliers, les lycéens, les étudiants, et ce sont les seules voies qui peuvent permettre la formation d'hommes LIBRES ET RESPONSABLES, aptes à promouvoir la société nouvelle de justice sociale et de liberté que tous les travailleurs réclament fermement.*

*Pour cette vaste entreprise révolutionnaire, l'Institut Coopératif de l'Ecole Moderne (Pédagogie Freinet) qui se veut entièrement indépendant d'un Pouvoir résolument au service de l'exploitation capitaliste de l'homme, met coopérativement à la disposition des enseignants : son expérience, ses outils, ses techniques, ses classes et ses militants.*

*« Il ne peut y avoir comme but à nos efforts que la société d'où sera exclue toute exploitation de l'homme par l'homme »* *FREINET*

**Le Comité de grève des enseignants de Rezé**

Le lundi 20 mai, je suis en grève. A 17 heures, les instituteurs présents à l'Assemblée générale des instituteurs de Rezé, adopte le principe d'une grève générale pour le mardi.

Le mardi après-midi, à l'Ecole normale de Savenay, je présente aux professeurs et aux normaliens, notre expérience autogestionnaire. Nous discutons d'une

formation des maîtres dans une Ecole normale autogérée. Les normaliens décident d'occuper le bureau du directeur qui téléphonera le lendemain à Marcel Gouzil : « votre poulain m'a interdit de participer à sa réunion ! »

Le mercredi 22, la FEN (Fédération de l'Education Nationale) lance un ordre de grève. A Rezé, le « Comité de grève des travailleurs enseignants » décide immédiatement que l'Assemblée générale sera souveraine : tout le pouvoir lui appartiendra, les délégués et les commissions auront un pouvoir d'exécution des décisions prises en AG et devront rendre compte. Tous les grévistes auront le droit de participer à l'AG, de faire des propositions, d'être élus comme délégués. Le compte rendu de l'AG sera tiré et communiqué à tous. L'animateur et les secrétaires seront choisis lors de chaque AG. La parole sera obtenue en levant la main. Le Comité exécutif sera élu par l'AG et chacun de ses membres sera révocable à tout moment. C'est la Révolution !

Nous mettons en place deux commissions :

> - Formation des maîtres – Pédagogie - Réforme démocratique de l'enseignement - Nationalisation - Contrôle des connaissances – Organismes paritaires.
> La responsabilité de cette commission, à laquelle se sont inscrits quarante participants, m'est confiée.
>
> - Rémunération et revalorisation de la fonction (retraite, impôts, écart avec les autres fonctionnaires)

Je suis délégué pour participer le soir à la réunion du C.A. de la FEN, avec pour mission de transmettre une mise en garde au SNI et à la FEN : il est possible que les mots d'ordre ne soient pas suivis s'il n'y a pas eu de contacts avec la base.

Le jeudi 23, 150 personnes sont présentes à l'AG : enseignants, parents, normaliennes, étudiants. Nous décidons la mise en place d'une commission de travail avec les parents et la rencontre avec une délégation de Sud-Aviation. Nous ouvrons des centres d'accueil pour les enfants. Nous allons prendre contact avec la municipalité et les commerçants pour l'approvisionnement de la ville et le contrôle de la hausse des prix.

Le vendredi 24, le comité exécutif, chaque commission et chaque délégué rendent compte de leurs activités. Nous avons maintenant de multiples relations avec les usines en grève. Après l'AG, je présente le Plan Langevin Wallon et ses implications pédagogiques. La « commission pédagogique » se réunira désormais chaque soir pour des débats libres sur la construction d'une école populaire.

Je sens une motivation profonde pour un changement radical. La rupture est faite. Malheureusement, entre délégations, manifestations, distributions de tracts… le temps nous manque pour réfléchir. Nous élaborons cependant un appel que nous soumettons au vote de l'AG du 25.

***APPEL du COMITE DE GREVE DES ENSEIGNANTS DE REZE***

*Le Comité de grève des enseignants de Rezé*
*demande*
*à la FEN, aux Syndicats ouvriers et paysans, aux Parents*

*d'exiger la mise en place d'une Ecole et d'une Université populaires et démocratiques, au sein desquelles chaque enfant, quelle que soit la situation de ses parents, pourra s'instruire et s'éduquer sur tous les plans, intellectuel, physique, manuel, esthétique, moral et civique, avec comme seule limite celle de leurs aptitudes.*

*SEULES LA NATIONALISATION DE L'ENSEIGNEMENT ET LA PRIORITE DES PRIORITES ACCORDEE A L'EDUCATION NATIONALE peuvent permettre de bâtir une telle Ecole.*

*C'est pourquoi, le Comité de grève des enseignants de Rezé*

*1. revendique :*

*- une Ecole Unique par Nationalisation de l'Enseignement ;*

*- la gestion de l'Education nationale par ses usagers : élèves, enseignants, parents ;*

*- la suppression immédiate de l'aide à l'enseignement privé ;*

*- un Plan où le recyclage des maîtres, les constructions scolaires, la modernisation des techniques et outils pédagogiques, soient prévus dans ses perspectives à court et à moyen terme.*

*2. demande :*

*- à tous les travailleurs qui exigent la JUSTICE SOCIALE par l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail, de ne pas oublier que la justice n'existera que lorsque leurs enfants ne seront plus sacrifiés.*

*Parents, travailleurs, enseignants, l'enfant est notre bien le plus précieux et il porte en lui l'avenir de la société nouvelle de justice et de liberté que nous réclamons fermement.*

Il sera diffusé à la manifestation à laquelle nous avons appelé la population de Rezé, afin lui expliquer les finalités de notre action, la rassurer sur les questions

de ravitaillement et lui garantir que nous veillons à sa sécurité en coopération avec la mairie.

Le dimanche matin 26, je suis chargé de présenter aux 1500 personnes qui ont répondu à notre appel, pourquoi les enseignants sont en grève. Rude tâche après une nuit blanche !

*Comme les autres travailleurs, nous luttons pour l'abrogation des ordonnances (en particulier celles sur la Sécurité sociale) et pour nos propres revendications.*

*Nous luttons aussi pour la suppression de la réforme Fouchet et surtout pour la mise en place d'une école populaire et démocratique où règne la justice sociale, une école qui permette à tous les enfants, quel que soit le salaire de leurs parents, de réussir, de s'instruire, de s'éduquer, autant que leurs possibilités le leur permettent.*

*Actuellement, 7% des enfants d'ouvriers et de paysans peuvent poursuivre leur scolarité jusqu'à la Faculté. Cette situation est une situation d'injustice que nous dénonçons. Les enfants d'ouvriers et de paysans ont autant de droits que les autres enfants.*

*Nous exigeons que l'Etat assume entièrement la charge financière de la scolarité des enfants de la maternelle à la faculté comme cela se fait déjà dans d'autres pays. Mais il ne suffit pas de donner le droit et les moyens financiers pour qu'un enfant réussisse à l'école, il faut qu'il trouve à la maison toutes les conditions favorables à son épanouissement :*

*- logement vaste et confortable ;*
*- alimentation convenable ;*
*- et surtout des parents disponibles pour vivre avec lui et le comprendre, des parents non oppressés par un travail fatigant et des soucis financiers.*

*L'enfant a besoin aussi d'avoir autour de sa maison, des espaces verts et des aires de jeux qui lui sont nécessaires pour vivre sa vie d'enfant.*

*C'est pourquoi, nous avons pris contact immédiatement avec ouvriers, paysans, parents, pour qu'ensemble nous construisions une ECOLE NOUVELLE et une SOCIETE NOUVELLE.*

*C'est aussi pourquoi, ensemble, nous sommes décidés à poursuivre la grève commencée, jusqu'à ce qu'enfin tous les travailleurs obtiennent la satisfaction aux justes et légitimes revendications qu'ils formulent pour eux-mêmes et pour leurs enfants.*

Le lundi, grande manifestation à Nantes. Nous marchons derrière notre banderole, avec slogans et chansons révolutionnaires. La fête! Mais il nous faut vite revenir à notre AG car les problèmes sont pressants : centres d'accueil et besoins matériels, ordures, essence, ravitaillement, constitution d'un Comité communal de grève...

L'après-midi, j'anime un débat passionnant sur la laïcité, en présence de nos nombreux visiteurs : cinéastes en grève, instituteurs de Vendée, étudiants de Nanterre, lycéens et normaliens.

Pour la FEN, nous sommes des irresponsables anarchistes !
Il est vrai que nous ne reconnaissons plus aucun pouvoir aux élus… d'avant la Révolution. N'avons-nous pas osé demander à la FEN de préciser avec netteté les objectifs de son mouvement revendicatif ! Et nos revendications ne sont-elles pas utopistes, comme par exemple :

- la refonte des structures de l'école de la maternelle à la faculté, permettant une orientation continue et positive et un enseignement donné au bénéfice de tous ;
- la fixation à 25 du nombre maximum d'élèves par classe ;
- une formation des maîtres adaptée à une attitude démocratique à l'école et à des méthodes modernes d'enseignement dans une Ecole normale gérée par les élèves et les professeurs ;
- la mise en place d'une structure de la journée et de la semaine scolaire qui permette :
  - au groupe maître-enfants de gérer lui-même ses activités et d'organiser son plan de travail en fonction de ses besoins et de ses perspectives ;
  - la réunion régulière du Conseil des maîtres ;
  - des rapports fréquents avec les parents…

Le 29 mai, avec des délégués de la « commission pédagogique », je me rends à l'usine Sud-Aviation, pour une rencontre avec des ouvriers, parents d'élèves. Ils nous disent leur prise de conscience de l'importance de savoir parler et prendre des décisions dans un grand groupe :

« Ah ! Si l'école nous avait appris à parler ! » Ils sont très étonnés de savoir que cela existe et nous pose beaucoup de questions. Si la Révolution triomphe, l'autogestion trouvera toute sa place à l'école !

Mais après le discours de De Gaulle et la manifestation des Champs-Elysées du 30 mai, l'heure est à l'auto-défense au Comité de grève : gardes de nuit, rondes… Les nuits sont courtes mais fort animées. Les problèmes de sécurité, de

piquets de grève, de cantine des centres d'accueil, d'essence, d'argent, d'alimentation, deviennent cruciaux. Des paysans nous proposent de soutenir notre action en distribuant gratuitement des produits aux grévistes. Nous occupons désormais notre local, jour et nuit. Il faut donc aussi prévoir des débats, des films, des loisirs…

Le 1er juin, je suis sollicité pour présenter l'autogestion, en présence des élèves et des professeurs du lycée technique. Exposé interrompu : nous devons intervenir à Nantes pour aider les grévistes EDF attaqués par des membres des CDR (Comités de défense de la République). Nous recommencerons le 3 juin.

Plus de cent participants sont là. Je donne les principaux éléments d'une pratique autogestionnaire qui permet une participation réelle des enfants aux décisions qui les concernent. Nous n'avons pas inventé l'autogestion. Dans les communautés d'enfants de l'Education nouvelle, dans les écoles du travail en Union soviétique, dans les écoles libertaires, les pédagogues révolutionnaires avaient déjà mis en place des structures démocratiques qui permettaient aux enfants et aux jeunes de donner leur avis et d'être associés aux décisions. Seul le mot est nouveau. Aujourd'hui, l'analyse de la gestion des activités et de la vie sociale dans ma classe coopérative, m'a amené à cerner cette participation autour de quatre actions principales : Proposer - Discuter - Décider - Appliquer.[2] Chacune des actions génère des questions auxquelles il est nécessaire d'apporter des réponses en terme d'institutions, de démarches, de techniques et d'outils.

C'est une expérimentation qui se poursuit et qui peut être mise en œuvre, à tous les niveaux d'enseignement, mais aussi dans les institutions éducatives spécialisées, dans les centres de loisirs, dans la ville. J'en appelle donc à poursuivre ensemble cette expérimentation, lorsque nous aurons retrouvé nos classes. Nous nous retrouverons après la grève pour continuer nos réflexions.

Dans l'immédiat, je me rends à la centrale EDF de Cheviré, pour rencontrer une soixantaine de travailleurs qui veulent discuter d'une autre école.

---

[2] Ce schéma participatif va être largement diffusé par différentes revues ( *L'Educateur - Animation et Education - Cahiers pédagogiques - Education populaire*). Je l'ai repris, aujourd'hui, dans les formations à la démocratie participative, car, pour moi, les principes sont les mêmes.

**1. PROPOSER**

*QUI* propose des activités ou des institutions ?

- le maître ? (structure directive)
- les élèves ? (structure non-directive)
- le maître et les élèves ? (structure démocratique avec le maître participant)

*COMMENT ?* oralement ? par écrit ? (journal mural, cahier spécial de propositions, etc )

*QUAND ?* au moment du conseil ? à tout moment ?

**2. DISCUTER**

*QUI* discute ? les élèves seuls ? le maître et les élèves ?

*QUAND ?*

- chaque jour ? chaque semaine ?
- à quel moment de la journée (le matin ou le soir) ?
- à quel moment de la semaine ?

*COMMENT ?*

- quelle sera la structure de la réunion ?
- qui présidera ? le maître ? un élève ?
- qui choisira le président (et comment) ?
- quel sera le rôle du maître ? participant au même titre que chaque élève ? non participant ? animateur ? président ?

**3. DECIDER**

*QUI ?*

- le maître ? (structure directive et autoritaire)
- les enfants seuls ? (structure non-directive)
- le groupe enfants-maître ? (structure démocratique avec le maître comme membre du groupe coopératif)

*COMMENT ?*

- par vote ?
- à l'unanimité ? à la majorité (laquelle) ? à mains levées ? à bulletin secret ?

**4. APPLIQUER**

*QUI ?*

- le maître ?
- les enfants seuls ?
- le président du jour ?
- un responsable d'activité ?

*COMMENT ?*

- sanctions pour ceux qui ne respectent pas les décisions ? punitions ? réparations ?
- récompenses ?
- ni punitions, ni récompenses ?
- qui prend les décisions de sanctions éventuelles ? le maître ? le président ? le conseil ?

Mais les usines cessent la grève les unes après les autres. Les ouvriers rentrent, malgré nos piquets de grève au petit matin. Et c'est notre tour. Le 7 juin, la FEN annonce la reprise du travail dans les écoles. Le débat est très houleux à la Bourse du Travail de Nantes.

Nous sommes seize rescapés du Comité de grève de Rezé à refuser de reprendre la classe. Nous voulons d'abord voir comment nous allons tenter de poursuivre ce mouvement qui a permis des prises de conscience inespérées. A la rentrée, nous lancerons un appel aux enseignants.

Je retrouve avec grand plaisir les enfants. Nous avons beaucoup de choses à nous dire. Onze anciens et anciennes seront encore là l'année prochaine. Leur autonomie individuelle et collective a considérablement grandi. A la rentrée, je vais pouvoir me faire plus discret.

Mais l'action continue. Je soutiens Serge Mallet, candidat du PSU aux élections législatives. Il milite pour une société nouvelle fondée sur la liberté et la responsabilité. Je participerai donc volontiers à un meeting où je prendrai la parole avec lui, un syndicaliste de la CFDT et Bernard Lambert, un agriculteur militant dont j'apprécie les combats[3].

J'y expose ma conviction profonde que les écoliers, les collégiens et les lycéens doivent pouvoir exercer leur liberté d'expression et un réel droit de participation dans les établissements scolaires. Je montre, à travers nos expériences, que cela est possible. Il n'y aura pas de socialisme autogestionnaire sans une éducation autogestionnaire. Dès aujourd'hui elle doit donc se mettre en place à l'école mais aussi dans tous les lieux où vivent des groupes d'enfants.

Mais je m'y attendais : un instituteur trotskyste, que je connais bien, refuse de créer « un îlot de socialisme démocratique dans l'école capitaliste ». Nous faisons le jeu du pouvoir réactionnaire. Je l'invite alors à nous raconter comment il met sa pratique d'instituteur en accord avec son idéologie révolutionnaire, en attendant la victoire de notre prochaine révolution. Silence dans la salle !

Cette critique nous l'entendrons encore bien des fois. Il nous faut donc travailler notre argumentation afin de résister aux réactionnaires d'un côté et aux révolutionnaires de l'autre.

---

[3] LAMBERT Bernard, *les Paysans dans la lutte des classes*, Paris, Seuil, 1970.

## UNE MARCHE CONTINUE VERS L'AUTOGESTION

### 68-69 : Mai 68 a laissé des traces indélébiles

Dans mes souvenirs, l'année 68-69 est restée gravée comme une année de rencontres humaines et actives et de réflexion approfondie sur la société, l'éducation, l'autogestion. Durant nos combats en commun le besoin de contacts directs a singulièrement grandi. La parole s'est libérée mais aussi le désir de gérer ensemble et de partager.

Mai 68 a été plus efficace que nos écrits et nos discours !

### Le groupe autogéré de Bouaye

A la rentrée, comme promis, je propose un appel à notre groupe de seize rescapés de juin. Avec leur accord et leurs signatures, je l'envoie sur tous les enseignants de notre secteur géographique :

*Sur notre secteur Rezé-Bouguenais-Bouaye, les Assemblées générales et les commissions ont été très actives durant la grève générale de mai-juin. De nombreuses analyses témoignent du sérieux des travaux menés. Beaucoup d'instituteurs ont manifesté le désir de ne plus reprendre le travail dans les mêmes conditions que précédemment et de transformer leur attitude et leur pratiques pédagogiques, afin de faire entrer, en particulier la liberté d'expression et la démocratie à l'école.*

*Combien auront pu, lors de la rentrée, tenir les engagements qu'ils avaient pris vis-à-vis d'eux-mêmes ? Pouvons-nous et devons-nous attendre que le Ministère de l'Education nationale prenne une décision à notre égard ? Ne nous revient-il pas, à nous, instituteurs populaires, de prendre en main fermement notre formation ? Cette autoformation pose de nombreux problèmes, en particulier celui de la disponibilité en temps.*

*Nous pourrions ensemble en établir le bilan et essayer d'y trouver des solutions pratiques ? Nous serions alors en mesure de demander à l'administration les conditions nécessaires à notre recyclage pédagogique.*
*Réunion à l'Ecole de Bouaye : jeudi 10 octobre de 9 heures 30 à 12 heures.*
*Nous mangerons ensemble à la cantine.*

Le 10 octobre, nous sommes quarante. Afin que chacun puisse donner son avis, nous décidons de réfléchir par groupes, à plusieurs questions que nous définissons ensemble :

- Pourquoi sommes-nous venus à cette réunion ? Qu'en attendons-nous ?

- Faut-il changer d'abord l'école ou d'abord la société ? Y a-t-il un ordre prioritaire ?

Est-ce un faux problème ? Y a-t-il une dialectique société-école ?

Après des échanges particulièrement animés et les rapports des groupes, il apparaît que pour définir ce que nous pourrions faire ensemble, il est nécessaire de préciser clairement nos buts :

- pour quelle société voulons-nous œuvrer ?
- quelle éducation voulons-nous donner ?
- quels hommes serons-nous ?

Après un court échange, trois commissions sont constituées et, à la suite des rapports, une courte synthèse est élaborée pour diffusion à toutes les écoles :

*La réunion de Bouaye a permis aux quarante participants de discuter des problèmes fondamentaux que pose l'éducation dans ses finalités. Il est apparu qu'on ne peut dissocier le problème de l'école de celui de la société, mais aussi que nous sommes des travailleurs au service de l'enfant et que nous devons maintenant, très rapidement, nous mettre au travail, pour faire de notre école laïque, une école réellement libératrice pour les enfants et les éducateurs.*

*Dans cette perspective, il a été décidé de faire le bilan des travaux des Comités de grève de Bouguenais, Bouaye et Rezé et de se retrouver le mercredi 30 octobre, de 18h30 à 23h, à l'école du Chêne Creux à Rezé. Nous dînerons ensemble.*

Nous serons une trentaine à nous retrouver chaque mois. Le niveau de réflexion pédagogique et politique témoigne que les débats dans les Comités de grève ont été enrichissants. Nous allons nous centrer plus particulièrement sur l'expression orale, l'expression écrite et la participation des enfants à la gestion de leurs activités.

Il existe, au sein du groupe, une acceptation profonde des choix pédagogiques individuels et des tâtonnements. Chacun est très attentif aux propositions des autres. C'est ainsi qu'à la suite de la présentation de mon expérience de participation à l'expression libre écrite dans ma classe, il est décidé, à l'unanimité, que tous allaient essayer. Certains ont élargi cette participation à d'autres activités : problèmes mathématiques, rédaction, atelier d'expression artistique… Nous avons ainsi pu mener des analyses comparatives très intéressantes.

Comme au Comité de grève, l'assemblée générale du groupe est souveraine. Elle organise les activités, choisi des responsables d'animation, de secrétariat,

d’organisation matérielle. Elle a présenté des revendications au SNI et à la FEN pour une formation continue autogérée et obtenu, de l’inspecteur, de disposer librement du temps de conférence pédagogique et de deux après-midi de samedi.

Mais innover dans une école où la plupart des enseignants sont revenus à leur pratique traditionnelle est difficile. Le groupe décide, en juin, de ne pas continuer l’expérience. Ceux qui veulent poursuivre, malgré les difficultés, vont s’intégrer aux activités du Groupe départemental Freinet.